

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT



MAYOTTE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

AVRIL 2014
Complément



Publié le 16 mai 2014

SOMMAIRE

SEANCE PLENIERE - 29 AVRIL 2014

1508/2014/CG	Relatif aux conditions et modalités d'attribution d'indemnités et avantages accordés aux agents du Conseil Général
1513/2014/CG	Relatif au Compte Administratif (CA) 2013
1515/2014/CG	Relatif au projet de décret portant extension et adaptation à Mayotte de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile
1516/2014/CG	Relatif au Débat d'Orientation Budgétaire (DOB) 2014
1518/2014/CG	Relatif l'avenant à la convention de gestion entre le Département de Mayotte et l'Etablissement des Allocations familiales de Mayotte et au règlement intérieur de la commission d'opportunités examinant les recours relatifs aux demandes de Revenu de Solidarité Active (RSA)
1521/2014/CG	Relatif au Compte Administratif 2013 du budget du Service d'Incendie et de Secours de Mayotte
1522/2014/CG	Relatif à l'organisation de la journée de l'Europe à Mayotte pour l'année 2014
1523/2014/CG	Affectation du résultat 2013
1533/2014/CG	Relatif à l'affectation du résultat 2013 du Service des Transports Maritimes
1538/2014/CG	Voeu relatif aux respects des engagements de l'Etat pour l'insertion de Mayotte dans sa région
1539/2014/CG	Motion relatif à la modification de la nomination du lycée de "Petite - Terre" en lycée "Zaïna Meresse"
1540/2014/CG	Voeu relatif au maintien d'une région et d'un département dans chaque île française de l'océan indien dont Mayotte.

COMMISSION PERMANENTE - 29 AVRIL 2014

1514/2014/CP	Relative à l'attribution de subventions à divers structures culturelles de Mayotte au titre de l'exercice 2014
---------------------	--

SEANCE PLENIERE

DU 29 AVRIL 2014

CONSEIL GÉNÉRAL
Séance plénière du 29 avril 2014

DELIBERATION N°1508/2014/CG

Relative aux conditions et modalités d'attribution d'indemnités et avantages accordés
aux agents du Conseil Général

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de conseillers généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : (13)

Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE, **MM.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés : (4)

M. Nomani OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE.

M. Saïd SALIME a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Abdou RASTAMI,

Conseillers généraux absents : (2)

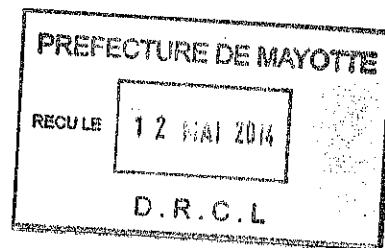
M. Jacques Martial HENRY, **M.** Camille ABDULLAH.

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,

Vu le rapport n°2014-001508 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte




Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : de **préciser** et de **présenter** dans un état unique, les modalités et les conditions d'attribution des différents dispositifs de rémunération accordés aux agents du Conseil Général, pour une meilleure transparence et gestion des Ressources Humaines, conformément à l'**annexe** ci-jointe.

Article 2 : d'autoriser le Président du Conseil général à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général


Daniel ZAÏDANI

ANNEXE à la délibération n° 2014-001508 de Monsieur le Président
Relative aux conditions et modalités d'attribution des primes et avantages accordés
aux agents du Conseil Général

Nature de l'avantage	Territoire	Bénéficiaires	Modalités d'attribution
MAJORATION DE SALAIRE	MAYOTTE	Personnel stagiaire, titulaire, CDI en poste à Mayotte	<p>➤ Délibération n°1376/2013/CG du 12/12/2013</p> <p>Evolution du taux de majoration 2014 : 10% 2015 : 20% 2016 : 30% 2017 : 40%</p> <p>Ces majorations de salaire ne sont pas, conformément à la réglementation, cumulables avec un autre type de majoration.</p>
		Recrutement CDD, CDI, et renouvellement CDD en cours Médecin, psychologue, sage-femme, infirmier, puériculteur, assistant socio-éducatif	<p>Renouvellement de contrat : Maintien, à titre exceptionnel, du taux initialement appliqué dans le cadre d'un contrat renouvelé dans les mêmes conditions (dispositif transitoire courant jusqu'en 2017, hors CDI);</p> <p>Nouveau recrutement : attribution, à titre exceptionnel, du taux de majoration comme suit, et pour une durée limitée à quatre ans.</p> <ul style="list-style-type: none"> . Médecins, psychologue : 40% . Sage-femme : 30%→2017 : 40% . Infirmier, puériculteur, assistant socio-éducatif: 20% <p>➔ 2016 : 30% ➔ 2017 : 40%</p>
		Recrutement titulaire (mutation ou détachement) Médecin, Psychologue, Sage-femme, Infirmier, Puériculteur, Assistant socio-éducatif	<p>➤ Attribution du taux de majoration tel quel :</p> <ul style="list-style-type: none"> . Médecin, psychologue : 40% . Sage-femme : 30%→2017 : 40% . Infirmier, puériculteur, assistant socio-éducatif: 20% <p>➔ 2016 : 30% ➔ 2017 : 40%</p>
	LA REUNION	Personnel stagiaire, titulaire, CDI en poste à la Délégation de La Réunion	Application du taux de majoration et de l'indexation applicable à la Réunion.

Nature de l'avantage	Territoire	Bénéficiaires	Modalités d'attribution
MAJORATION DE SALAIRE	METROPOLE	Personnel stagiaire, titulaire, CDI en poste à la Délégation de Paris	<p>Application du taux de majoration applicable à Mayotte, dans les mêmes conditions :</p> <p>Evolution du taux de majoration 2014 : 10% 2015 : 20% 2016 : 30% 2017 : 40%</p> <p>Ces taux de majoration ne sont pas cumulables avec un autre type de majoration. La délibération en vigueur sera donc revue à cet effet.</p>

INDEMNITE DE SUJETION GEOGRAPHIQUE	MAYOTTE	<p>Recrutement Fonctionnaires titulaires,</p> <p>Personnels qualifiés et experts CDD, CDI</p> <p>Recrutement hors Mayotte et dont le centre des intérêts matériels et moraux ne se situe pas à Mayotte</p>	<p>➤ Attribution de l'indemnité de sujétion géographique (ISG), selon la délibération n°1375/2013/CG du 12/12/2013</p> <p>2014 : 8,5 mois du traitement indiciaire 2015 : 7,5 mois du traitement indiciaire 2016 : 6 mois du traitement indiciaire 2017 : 5 mois du traitement indiciaire</p>
INSTALLATION NOUVEAUX ARRIVANTS	MAYOTTE	<p>Fonctionnaires titulaires, Personnels qualifiés et experts CDD, CDI</p> <p>dont le centre d'intérêts matériels et moraux ne se situe pas à Mayotte</p>	Prise en charge d'un hébergement et prêt d'un véhicule pendant une durée maximale d'un mois.
INSTALLATION NOUVEAUX ARRIVANTS	METROPOLE	<p>Fonctionnaires titulaires, Personnels qualifiés et experts CDD, CDI</p> <p>dont le centre d'intérêts matériels et moraux ne se situe pas à Mayotte</p>	Prise en charge d'un hébergement et prêt d'un véhicule pendant une durée maximale d'un mois.

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 29 avril 2014

DELIBERATION N°1513/2014/CG

Relative au compte Administratif 2013 du Budget Principal et du budget STM

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de conseillers généraux en exercice : **19**

En présence des conseillers généraux : (12)

Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE, **MM.** Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR, Saïd OMAR OILI.

Conseillers généraux représentés : (3)

M. Nomani OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

M. Saïd SALIME a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Abdou RASTAMI,

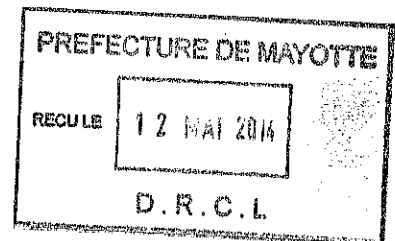
Conseillers généraux absents : (2)

M. Jacques Martial HENRY, **M.** Camille ABDULLAH.

Étaient absents lors du vote : (2)

M. Daniel ZAÏDANI, **M.** Assani ALI,

Le Président ayant constaté que le quorum atteint,



Vu l'article 1612-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M61

Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;

Vu le rapport n° 2014-001513 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte ;

Vu l'avis de la Commission des Finances et du Développement Economique du 28 avril 2014.

Après en avoir délibéré par,

11 voix pour : **Mme.** Sarah MOUHOUSSEUNE, **MM.** Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

2 abstentions : **MM.** Zaïdou TAVANDAY, Ali BACAR,

2 contre : **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE, **M.** Saïd OMAR OILI,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'arrêter pour l'exercice 2013, tel qu'ils lui sont présentés les comptes Administratifs 2013 du budget principal et du budget STM dont les résultats suivants sont en tout point identiques à ceux des comptes de gestion respectifs du Payeur Départemental :

A handwritten signature in black ink, located in the bottom right corner of the page.

Budget Principal

RESULTAT DE L'EXERCICE N					
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur (1)	Résultat ou solde (A) (1)	
TOTAL DU BUDGET	316 430 740,18	360 320 826,62	1 482 497,00	A1	45 372 583,44
Investissement	59 289 898,84	51 453 306,89	(2) 13 689 658,00	A2	5 853 066,05
Dont 1068		0,00			
Fonctionnement	257 140 841,34	308 867 519,73	(3) -12 207 161,00	A3	39 519 517,39

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	72 803 563,00	279 040 844,17	351 844 407,17
Titres de recettes émis (b)	51 453 776,89	309 741 237,26	361 195 014,15
Réductions de titres (c)	470,00	873 717,53	874 187,53
Recettes nettes (d = b - c)	51 453 306,89	308 867 519,73	360 320 826,62
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	72 803 563,00	279 040 844,17	351 844 407,17
Mandats émis (f)	59 289 898,86	269 801 931,54	329 091 830,40
Annulations de mandats (g)	0,02	12 661 090,20	12 661 090,22
Dépenses nettes (h = f - g)	59 289 898,84	257 140 841,34	316 430 740,18
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		51 726 678,39	43 890 085,44
(h - d) Déficit	7 836 591,95		

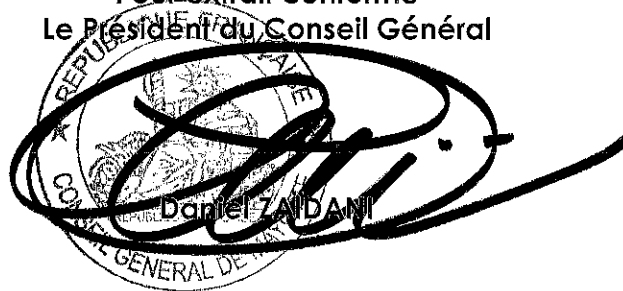
Budget STM

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 11 723 266,03	G 11 015 539,42	G-A -707 726,61
	Section d'investissement	B 1 057 316,69	H 1 134 034,81	H-B 76 718,12
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 1 450 790,00 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 514 035,00 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 13 294 617,72	Q= G+H+I+J 13 600 364,23	=Q-P 305 746,51

AP

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 824 415,00	12 830 205,00	14 654 620,00
Titres de recettes émis (b)	1 214 034,81	11 021 394,42	12 235 429,23
Réductions de titres (c)	80 000,00	5 855,00	85 855,00
Recettes nettes (d = b - c)	1 134 034,81	11 015 539,42	12 149 574,23
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 824 415,00	12 830 205,00	14 654 620,00
Mandats émis (f)	1 057 316,69	11 981 123,66	13 038 440,35
Annulations de mandats (g)	0,00	257 857,63	257 857,63
Dépenses nettes (h = f - g)	1 057 316,69	11 723 266,03	12 780 582,72
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	76 718,12		
(h - d) Déficit		707 726,61	631 008,49

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Daniel ZANDANI

CONSEIL GENERAL

Séance plénière du 29 avril 2014

DELIBERATION N°1515/2014/CG

Relatif au projet de décret portant extension et adaptation à Mayotte de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAIDANI,

Nombre de conseillers généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : (13)

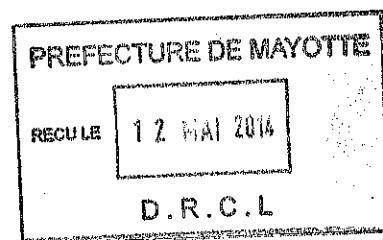
Mme. Sarah MOUHOUSSE, MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés : (4)

M. Nomani OUSSENI a donné pouvoir à M. Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à Mme Sarah MOUHOUSSE.
M. Saïd SALIME a donné pouvoir à M. Issoufi HAMADA,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à M. Abdou RASTAMI,

Conseillers généraux absents : (2)

M. Jacques Martial HENRY, M. Camille ABDULLAH.



Le Président ayant constaté que le quorum atteint,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU le Code de l'Entrée et de Séjour des Etrangers et du Droit d'Asile ;
- VU la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI ; Président du Conseil Général de Mayotte ;
- VU le rapport n° 2014-001515 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte relatif au projet de décret portant extension et adaptation à Mayotte de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- Vu l'avis de la Commission Coopération Décentralisée et Vie Institutionnelle du 28 avril 2014.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : l'assemblée départementale donne un **avis favorable** au projet de décret portant extension et adaptation à Mayotte de la partie réglementaire du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Article 2 : le conseil général souhaite que Mayotte qui est devenue une région ultrapériphérique de l'Union Européenne intègre l'espace Schengen, ce qui permettra un contrôle plus rigoureux de ses frontières.

Article 2 : les élus souhaitent que le code des étrangers soit étendu à Mayotte de façon pleine et entière le plus rapidement possible afin de rapprocher notre collectivité du droit commun.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général

Daniel ZAIDANI

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 29 Avril 2014

DELIBERATION N°1518/2014/CG

Relative l'avenant à la convention de gestion entre le Département de Mayotte et l'Etablissement des Allocations familiales de Mayotte et au règlement intérieur de la commission d'opportunités examinant les recours relatifs aux demandes de Revenu de Solidarité Active (RSA)

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAIDANI,

Nombre de conseillers généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : (13)

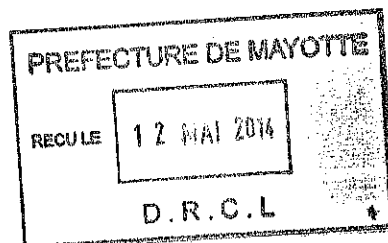
Mme. Sarah MOUHOUSSE, **MM.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés : (4)

M. Nomani OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSE.
M. Saïd SALIME a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Abdou RASTAMI,

Conseillers généraux absents : (2)

M. Jacques Martial HENRY, **M.** Camille ABDULLAHI.



Le Président ayant constaté que le quorum atteint,

- Vu** le code général des collectivités territoriales ;
- Vu** l'ordonnance n°2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du RSA à Mayotte confiée aux Caisses d'Allocations familiales, le calcul et le paiement des prestations du RSA à Mayotte;
- Vu** la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
- Vu** le rapport n°2014-001518 de Monsieur le Président du Conseil général de Mayotte,

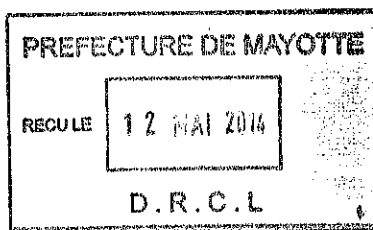
Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'autoriser le président du conseil général à signer l'avenant à la convention de gestion entre le Département de Mayotte et l'Etablissement des Allocations familiales de Mayotte.

Article 2 : d'approuver, tel qu'il lui est soumis, le projet de règlement intérieur de la commission d'opportunités examinant les recours relatifs aux demandes de Revenu de Solidarité Active (RSA).

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil général



AVENANT A LA CONVENTION DE GESTION DU REVENU DE SOLIDARITE ACTIVE

ENTRE

Le Département de Mayotte
Représenté par le Président du Conseil Général, Monsieur ZAÏDANI Daniel,

ET

La Caisse d'Allocations Familiales de la Réunion, gestionnaire du régime des prestations familiales de Mayotte
Représentée par son directeur, Monsieur SLAMA Jean-Charles

Vu les articles L.549-1 et R.541-1 du code de l'Action Sociale et des Familles ;

Vu la loi n°2010-1487 du 7 décembre 2010 relative au département de Mayotte

Vu l'ordonnance n°2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du Rsa au département de Mayotte.

Vu le décret n°2011-2097 du 30 décembre 2011 portant extension et adaptation du Rsa au département de Mayotte.

Vu le décret n°2012-294 du 1er mars 2012 relatif aux procédures d'orientation, de suspension et de radiation applicables aux bénéficiaires du revenu de solidarité active

Vu la délibération n°683/2012/CG du Conseil Général du 26 mars 2012 donnant compétence à Monsieur le Président du Conseil Général pour signer la convention de gestion du Revenu de Solidarité Active ;

Vu la convention de gestion du Revenu de Solidarité Active conclue le 09 mai 2012 entre la Caisse d'Allocations Familiales de la Réunion, gestionnaire du régime des prestations familiales de Mayotte et le Département de Mayotte,

Article 1 : objet

Le présent avenant a pour objet de prolonger la durée de la convention de gestion conclue le 09 mai 2012 entre la Caisse des Allocations Familiales de la Réunion, gestionnaire du régime des prestations familiales de Mayotte et le Département de Mayotte.

Article 2 : Les indus

La convention est modifiée dans son article 3.3 par un paragraphe ainsi rédigé : « il est mis en place une Commission d'Opportunité entre la Caisse des Allocations Familiales de la Réunion, gestionnaire du régime des prestations familiales de Mayotte et le Département de Mayotte qui statuera sur toutes les demandes de remise de dette pour le RSA socle, les contestations et les demandes présentant un caractère spécifique dont la Caisse des Allocations Familiales n'a pas compétence. »

Par ailleurs, elle est enrichie d'un nouvel article ci-dessous:

« 3.4 : La gestion des indus : En application de l'article L262-46 alinéa 8 du code de l'action sociale, l'Etablissement des Allocations Familiales de Mayotte communiquera chaque mois la liste des allocataires qui ont un indu de RSA socle, datant de 8 mois, que le Conseil Général devra faire recouvrer par le Trésor Public. »

Article 3 : Durée de la convention

La présente convention prend effet au 1^{er} juillet 2013 pour une durée de trois ans, soit jusqu'au 30 juin 2016.

Il est établi en deux exemplaires dont un sera remis à chaque signataire.
Les autres dispositions de la convention du 09 mai 2012 demeurent inchangées.

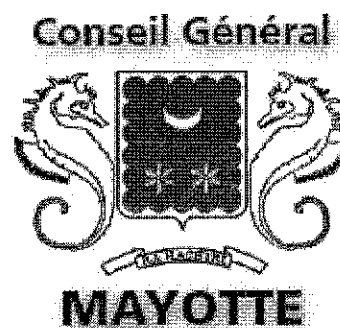
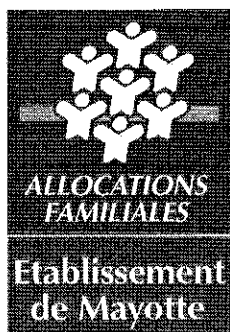
Fait à Mamoudzou le

Le Président du Conseil
Général de Mayotte

Le Directeur de l'Etablissement
des Allocations Familiales de Mayotte

Daniel ZAIDANI

J.CH.SLAMA



COMMISSION D'OPPORTUNITES DU DISPOSITIF RSA

REGLEMENT INTERIEUR
DE FONCTIONNEMENT

SOMMAIRE

	<u>Page</u>
PREAMBULE	03
1. Composition de la commission d'opportunités	04
2. Missions de la commission d'opportunités	04
3. Réunion de la commission d'opportunités	04
4. Secrétariat de la commission d'opportunités	04
5. Modalités d'instruction des dossiers présentés en commission d'opportunités	05
6. Décisions de la commission d'opportunités	05
7. Recours des décisions	06
8. Modification du règlement intérieur	06
9. Date d'entrée en vigueur du règlement	06

PREAMBULE

Le présent règlement intérieur a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement de la commission d'opportunités.

a - Textes applicables

La commission d'opportunités du RSA est régie par les textes énoncés ci-après :

- L'ordonnance n° 2011-1641 du 24 novembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte
- Le décret n° 2011-2097 du 30 décembre 2011 portant extension et adaptation du revenu de solidarité active au Département de Mayotte
- Le code de l'action sociale et des familles, notamment le chapitre II du titre VI du livre II
- Le code de justice administrative, notamment son article R421-6
- Article 3 de la convention de gestion du revenu de solidarité active.

b- Siège de la commission d'opportunités

Le siège de la commission d'opportunités est situé à l'Etablissement des Allocations Familiales de Mayotte :

Immeuble Pool Affaire
Route Nationale 1 Kawéni
97 600 MAMOUDZOU

Tél. : 02 69 60 85 36
Fax : 02 69 60 85 63

1 - Composition de la commission d'opportunités

Elle comprend :

- La Responsable de l'Etablissement des Allocations Familiales de Mayotte et deux représentants qu'elle aura préalablement nommé.
- Le Responsable de la mission RSA et deux représentants du service de la Gestion de l'Allocation qu'il aura nommé.

2 - Missions de la commission d'opportunités

La commission d'opportunité se réunit pour statuer sur des questions d'ordre individuel résultant de l'application du dispositif du Revenu de Solidarité Active notamment :

- Les remises de dettes pour le RSA socle ;
- Les contestations ;
- Les demandes représentant un caractère spécifique dont l'Etablissement des allocations familiales n'a pas compétences.

3 – Réunion de la commission d'opportunités

La commission se réunit tous les deux mois.

Les membres de la commission sont tenus, dans l'exercice de leur mandat, au respect du secret professionnel et s'engagent à accomplir leur mission en toute impartialité. Les débats ainsi que les décisions ne sont pas publics.

La confidentialité s'applique aux débats et aux décisions qui ont été pris par la commission.

De plus, les membres ne peuvent, dans l'exercice de leur mandat, manifester leurs convictions politiques ou leurs croyances religieuses.

La commission statue valablement si l'un au moins des membres des représentants de chaque partie est présent.

4 - Secrétariat de la commission d'opportunités

Le secrétariat de la commission d'opportunité est assuré par le Conseil Général de Mayotte.

La convocation est établie par le Conseil Général de Mayotte. Elle est faite par écrit, elle mentionne l'ordre du jour de la réunion.

La convocation est accompagnée des dossiers et Pré-procès verbal nécessaires aux membres de la Commission.

Elle doit être adressée aux membres titulaires au moins huit jours (8 jours) avant la tenue de la réunion.

Chaque réunion de la commission donne lieu à la rédaction d'un procès verbal par le secrétariat de la commission. Il est signé par le Président du Conseil Général.

Il est adressé, ainsi que les documents annexés, aux membres titulaires de la commission d'opportunités.

Ces procès verbaux sont reliés à la fin de chaque année. Ils sont archivés au secrétariat de la commission.

Le secrétariat est chargé de l'envoi des notifications de décision aux demandeurs et à l'Etablissement des Allocations Familiales de Mayotte.

5 – Modalités d'instruction des dossiers présentés en commission d'opportunités

L'Établissement des Allocations Familiales instruit les dossiers qui sont à son niveau et le Conseil Général porte sans délais, les situations dont elle a connaissance à l'Établissement des Allocations Familiales.

L'instruction consistera à :

- Vérifier le droit au RSA ;
- Régulariser le dossier le cas échéant ;
- Réclamer des pièces si le dossier a été radié suite à une absence de pièce.

L'Etablissement des Allocations Familiales de Mayotte élabore les Pré-procès verbaux à l'issue de l'instruction des dossiers et transmet au Conseil Général pour l'élaboration de la convocation.

6 – Décisions de la commission d'opportunité

Les décisions sont prises hors de la présence du bénéficiaire ou d'un représentant.

La décision est valable jusqu'au changement de situation du bénéficiaire.

Les décisions sont notifiées par lettre recommandée avec avis de réception au nom de la commission d'opportunités par le Président du Conseil Général, dans le mois suivant la commission.

Une copie de ces notifications est transmise à l'Établissement des Allocations Familiales pour la mise à jour du dossier.

La notification doit indiquer les voies de recours et les délais impartis.

7 - Recours

Les décisions de la commission peuvent faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif à partir de la réception de la notification de la décision du président du Conseil Général dans un délai de trois mois.

Cette possibilité de recours doit figurer dans les notifications de décisions.

8 - Modification du règlement intérieur

Le présent règlement intérieur peut être modifié à tout moment après avis des membres de la commission d'opportunité.

9 - Date d'entrée en vigueur du règlement intérieur

Les dispositions du présent document entrent en vigueur à compter de la date de validation du présent Règlement Intérieur par les membres.

Le Président du Conseil
Général de Mayotte

La Responsable de l'Etablissement
des Allocations Familiales de Mayotte

Daniel ZAIDANI

Josiane CAZAL

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 29 avril 2014

DELIBERATION N°1521/2014/CG

**Relative au compte administratif 2013 du budget du Service d'Incendie
et de Secours de Mayotte**

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAIDANI,

Nombre de conseillers généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : (13)

Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE, **MM.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soiderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés : (4)

M. Nomani OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

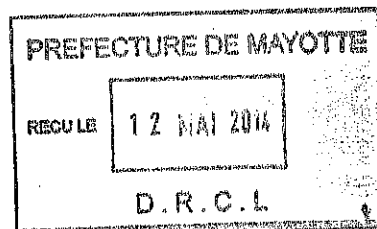
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE.

M. Saïd SALIME a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Abdou RASTAMI,

Conseillers généraux absents : (2)

M. Jacques Martial HENRY, **M.** Camille ABDULLAHI.



Le Président ayant constaté que le quorum atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;

VU le rapport n° 2014-001521 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte ;

Vu l'avis de la Commission des Finances et du Développement Economique du 28 avril 2014.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

ARTICLE 1 : d'arrêter pour l'exercice 2013, tel qu'il lui est présenté le compte Administratif 2013 du budget du service incendie et secours dont le résultat suivant est en tout point identique à celui du compte de gestion du Payeur Départemental de Mayotte.

**Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général**

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 29 avril 2014

DELIBERATION N°1522/2014/CG

Relative à l'organisation de la journée de l'Europe à Mayotte pour l'année 2014

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de conseillers généraux en exercice : **19**

En présence des conseillers généraux : (13)

Mme. Sarah MOUHOUSSE, **MM.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

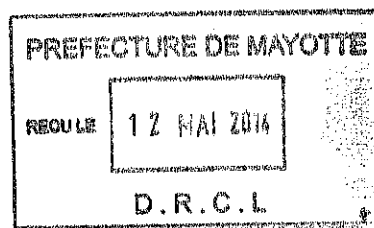
Conseillers généraux représentés : (4)

M. Nomani OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSE.
M. Saïd SALIME a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,
M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Abdou RASTAMI,

Conseillers généraux absents : (2)

M. Jacques Martial HENRY, **M.** Camille ABDULLAHI.

Le Président ayant constaté que le quorum atteint,



- Vu** le code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°299/2012/CG en date du 03 avril 2011 relative à l'élection de Monsieur Daniel ZAIDANI, Président du Conseil général de Mayotte,
Vu le rapport n°2014 - 001522 de Monsieur le Président du Conseil général,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

- Article 1 :** de procéder à l'organisation de la journée de l'Europe du 9 mai 2013 à Mayotte dont le coût financier est estimé à 20 000€.
- Article 2 :** d'autoriser le Président du Conseil général à signer tout document relatif à l'organisation de cette journée.
- Article 3 :** de prélever la dépense correspondante sur le budget du Département de Mayotte.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 29 avril 2014

DELIBERATION N°1523/2014/CG

Relative à l'affectation du résultat 2013 du Budget Principal

Nombre de conseillers généraux en exercice : 19

En présence des conseillers généraux : (13)

Mme. Sarah MOUHOUSSE, **MM.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés : (4)

M. Nomani OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

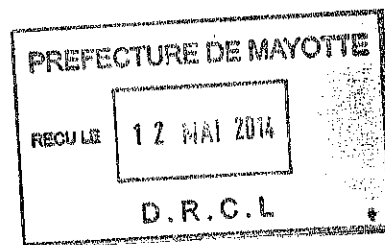
M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSE.

M. Saïd SALIME a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Abdou RASTAMI,

Conseillers généraux absents : (2)

M. Jacques Martial HENRY, **M.** Camille ABDULLAH.



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;

Vu l'avis la commission des finances et du développement économique en date du 28 avril 2014

Après en avoir délibéré,

Par : 14 voix pour : **M.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Nomani OUSSENI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Zaïdou TAVANDAY, Ali BACAR.

2 voix contre : Sarah MOUHOUSSE, Saïd OMAR OILI

Issihaka ABDILLAH n'a pas pris part au vote.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'arrêter pour l'exercice 2013 un résultat net de 39 519 517.39 euros.

ARTICLE 2 : d'affecter ce résultat 2013 de la manière suivante :

- couverture du besoin de financement de la section d'investissement à hauteur de **121 376,67 €** (compte 1068),
- dotation complémentaire en section d'investissement (compte 001) : **10 500 000,00 €** inscrits, compte tenu de la volonté du Conseil Général de renforcer sa politique d'investissements (contrats territoriaux, subventions aux acteurs économiques..),

- et le solde, soit **28 898 140,72 €** inscrits en excédent de fonctionnement reporté (compte 002) au Budget primitif 2014, pour couvrir le financement de l'indexation des rémunérations des personnels pour les deux années à venir, étayer le fonctionnement des services et financer les opérations d'ordre requises par la réglementation.

Le Budget Primitif 2014 qui vous sera présenté pour vote enregistrera ces écritures.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général

The image shows a circular official stamp of the French Republic, with the text "REPUBLIQUE FRANÇAISE" around the top and "LE PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL" around the bottom. Overlaid on the stamp is a large, bold, handwritten signature in black ink. Below the signature, the name "Daniel ALBANI" is printed in a bold, sans-serif font.

CONSEIL GÉNÉRAL

Séance plénière du 29 avril 2014

DELIBERATION N°1533/2014/CG

**Relative à l'affectation du résultat 2013 du Budget Annexe du Service
des Transports Maritimes**

LE CONSEIL GENERAL présidé par M. Daniel ZAÏDANI,

Nombre de conseillers généraux en exercice : **19**

En présence des conseillers généraux : (13)

Mme. Sarah MOUHOUSSEUNE, **MM.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Zaïdou TAVANDAY, Issihaka ABDILLAH, Ali BACAR.

Conseillers généraux représentés : (4)

M. Nomani OUSSENI a donné pouvoir à **M.** Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA

M. Saïd OMAR OILI a donné pouvoir à **Mme** Sarah MOUHOUSSEUNE.

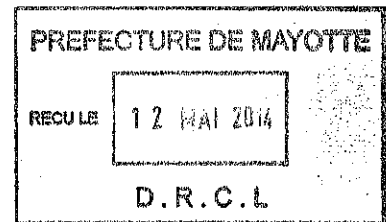
M. Saïd SALIME a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA,

M. Ali MOUSSA a donné pouvoir à **M.** Abdou RASTAMI,

Conseillers généraux absents : (2)

M. Jacques Martial HENRY, **M.** Camille ABDULLAHI.

Le Président ayant constaté que le quorum est atteint,



Vu l'article 1612-1 du code général des collectivités territoriales ;

Vu l'instruction budgétaire M61

Vu la délibération n° 299/2011/CG en date du 03 avril 2011 portant élection de Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil Général de Mayotte ;

Vu la commission des finances et du développement économique en date du 28 avril 2014

Après en avoir délibéré,

Par : **14** voix pour : **M.** Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Abdou RASTAMI, Assani ALI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA, Nomani OUSSENI, Saïd SALIME, Ali MOUSSA, Zaïdou TAVANDAY, Ali BACAR.

2 voix contre : Sarah MOUHOUSSEUNE, Saïd OMAR OILI

Issihaka ABDILLAH n'a pas pris part au vote.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'arrêter pour l'exercice 2013 un résultat net de 743 063, 39 euros.

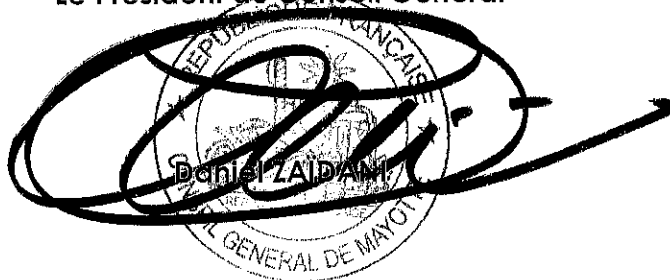
ARTICLE 2 : d'affecter ce résultat 2013 de 743 063,39 € à la section d'investissement.

FF

Le Budget Primitif 2014 qui vous sera présenté pour vote enregistrera ces écritures.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Pour extrait conforme
Le Président du Conseil Général



Daniel ZAIDANI

REPUBLIC FRANCAISE
LE GENERAL DE MAYOTTE

MOTION
RELATIF A LA MODIFICATION DE LA NOMINATION DU LYCEE
DE « PETITE-TERRE » EN LYCEE « ZAINA MERESSE »

Le Conseil général de Mayotte réuni en séance plénière le 29 avril 2014,

Rappelle que :

Notre île vient de perdre une des figures marquantes du combat pour l'ancrage de Mayotte dans la France. Madame Zaina Meresse est née à Kani-Kéli en 1935 et nous a quitté le 12 avril dernier à l'âge de 79 ans. Mère d'une famille recomposée de 8 enfants, elle deviendra à 27 ans, lors du transfert de la capitale des Comores de Dzaoudzi à Moroni, l'adjointe et la traductrice de Zena M'Déré la présidente « des chatouilleuses ».

Zaina Méresse est la première femme conseillère générale élue à Mayotte dans le canton de Dembéni de 1977 à 1983. Durant son mandat de 6 ans, elle s'est illustrée comme « une grande militante de l'intérêt général ». En 2004, elle fut décorée Chevalier de la Légion d'honneur puis promue au grade d'Officier de la Légion d'honneur en 2013.

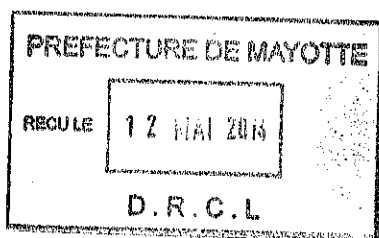
Le Conseil général de Mayotte constate que :

- Deux établissements du second degré de Petite-Terre portent déjà le nom d'un illustre défenseur de Mayotte française :
 - le collège de Dzaoudzi-Labattoir s'intitule collège « Bweni M'titi »,
 - le collège de Pamandzi s'intitule collège « Zena M'Déré ».

Dans la même lignée, un hommage doit être rendu à Zaina Méresse, personnage emblématique et icône du combat pour la départementalisation de Mayotte ;

Le Conseil général de Mayotte souhaite que :

- Le Lycée de Petite-Terre soit dénommé Lycée « Zaina Méresse ».



VŒU
RELATIF AU MAINTIEN D'UNE REGION ET D'UN DEPARTEMENT DANS
CHACQUE ÎLE FRANCAISE DE L'OCEAN INDIEN DONT MAYOTTE

Le Conseil général de Mayotte réuni en séance plénière le 29 avril 2014,

Alors qu'un débat intense agite les élus de La Réunion concernant une collectivité unique qui exerce les compétences départementales et régionales, une autre contre-proposition se fait jour pour la création d'une Région française de l'océan indien regroupant Mayotte, La Réunion et les Terres Australes et Antarctiques Françaises.

Ce contexte fait suite aux souhaits du gouvernement de réduire, dans le cadre de la réforme des collectivités territoriales en cours, le nombre de régions à l'horizon 2017.

Le Conseil général de Mayotte rappelle que :

- L'histoire institutionnelle de Mayotte et celle de La Réunion ont suivi des trajectoires complètement différentes. Alors que La Réunion est département depuis 1946 et aussi Région depuis 1982 avec comme corollaire un développement économique et social harmonieux de leur territoire, Mayotte n'est département que depuis 2011 et accuse un retard de développement structurel très important ;
- Mayotte s'est battue durant cinq décennies pour avoir le statut de département qui représente à nos yeux une garantie, celle d'un ancrage définitif dans la République grâce à un statut stable et durable face aux velléités des Comores ;
- Depuis 35 ans, Mayotte a connu trois statuts successifs (Collectivité territoriale, Collectivité départementale et Département-région), plus la RUPéisation qui est intervenue en début de l'année 2014. Ces évolutions statutaires ont profondément bouleversé notre organisation politique, économique et socio-culturelle.

La départementalisation de Mayotte fait peser sur la Collectivité des charges qui n'ont pas encore été parfaitement assimilées. L'organisation de notre nouvelle société n'est qu'au début de ses balbutiements. Un projet de loi programme pour réussir la départementalisation est en discussion à Paris en concertation avec les élus de Mayotte.

Le Conseil général de Mayotte estime que :

- Une Région unique de l'Océan indien qui rassemblerait Mayotte, Les TAAF et La Réunion n'est pas envisageable eu égard aux différences historiques, culturelles, économiques, sociétales et institutionnelles des îles concernées ;
- Les priorités de Mayotte restent avant tout la construction de notre jeune département, notre intégration dans l'Union Européenne et notre insertion régionale.

Le Conseil général de Mayotte demande au gouvernement :

- De tenir compte des spécificités de Mayotte dans le l'organisation territoriale à venir ;
- D'acter le principe du maintien d'une région et d'un département à Mayotte.

VOEU

**RELATIF AUX RESPECTS DES ENGAGEMENTS DE L'ETAT POUR
L'INSERTION DE MAYOTTE DANS SA REGION**

Le Conseil général de Mayotte réuni en séance plénière le 29 avril 2014,

Considérant que le point II-10 de l'accord du 27 janvier 2000 sur l'avenir de Mayotte, notre collectivité « sera associée aux projets d'accords concernant la coopération régionale ou affectant son développement ». En outre, « La France proposera l'adhésion de Mayotte à la Charte des jeux de l'océan Indien et à la Commission de l'océan Indien ainsi qu'aux autres organisations de coopération régionale. » ;

Considérant que l'article 23 de la loi du 11 juillet 2001 relative à Mayotte créant un article L. 3551-15 et L. 3551-16 du code général des collectivités territoriales dispose :

« Article L. 3551-15. - Le conseil général peut adresser au Gouvernement des propositions en vue de la conclusion d'engagements internationaux concernant la coopération régionale entre la République française et les Etats de l'océan Indien, ou d'accords avec des organismes régionaux de cette zone géographique, y compris des organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations unies.

« Article L. 3551-16. - Le président du conseil général ou son représentant peut être chargé par les autorités de la République de les représenter au sein d'organismes régionaux situés dans la zone de l'océan Indien, y compris des organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations unies. Les autorités de la République le munissent des instructions et pouvoirs nécessaires.

« Dans les domaines de compétence de l'Etat, le président du conseil général ou son représentant peut être associé, ou participer au sein de la délégation française, aux négociations d'accords avec un ou plusieurs Etats ou territoires situés dans la zone de l'océan Indien, ou avec des organismes régionaux de cette zone géographique, y compris des organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations unies. » ;

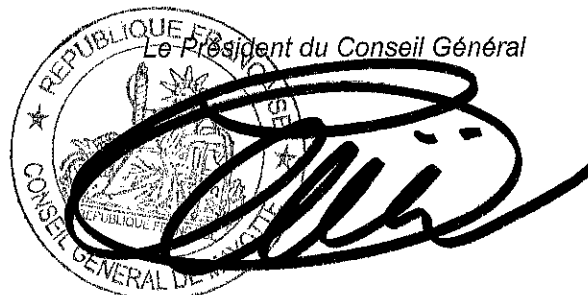
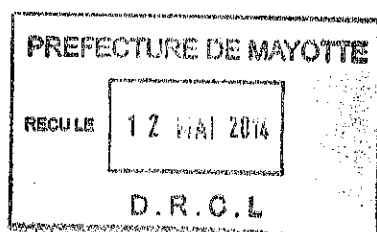
Considérant que les dispositions sus mentionnées ont été reprises dans l'article 2 de la loi organique du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer dans les articles L.O. 6161-6 à L.O. 6161-14 du code général des collectivités territoriales ;

Considérant que les lois organique et ordinaire du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte étendent l'application des articles L. 3441-2 à L. 3441-6 du même code à Mayotte ; que ces dispositions législatives consacrent, entre autre, la possibilité pour notre collectivité de participer au sein de la délégation française aux négociations avec les Etats de sa région géographique ou avec les organisations internationales régionales ;

Considérant le courrier du Ministre des Affaires Etrangères et du Développement Internationale en date du 18 avril 2014 ;

Le conseil général souhaite :

- Que la loi, les accords ainsi que les promesses de l'Etat soient respectées ;
- Que Mayotte soit insérée pleinement dans son environnement géographique ;
- Qu'enfin, les élus de Mayotte intègrent les délégations françaises pour participer pleinement aux réunions entre la France et les Etats de notre région, et aux réunions des organismes régionaux y compris les organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations Unies pour tous les sujets relatifs à l'intégrations de notre collectivité dans son environnement géographique.



COMMISSION PERMANENTE

DU 29 AVRIL 2014

CONSEIL GÉNÉRAL

Commission permanente du 29 avril 2014

DELIBERATION N°1514/2014/CP
Relative à l'attribution de subventions à diverses structures
Culturelles de Mayotte au titre de l'exercice 2014

LA COMMISSION PERMANENTE présidée par **M. Daniel ZAÏDANI**,

Nombre de conseillers généraux en exercice : **12**

En présence des conseillers généraux : (9)

MM. Daniel ZAÏDANI, Ousséni MIRHANE, Saïd AHAMADI, Issoufi HAMADA, Soïderdine MADI TCHAMA, Assani ALI, Abdou RASTAMI, Ben Issa OUSSENI, Ahamed ATTOUMANI DOUCHINA,

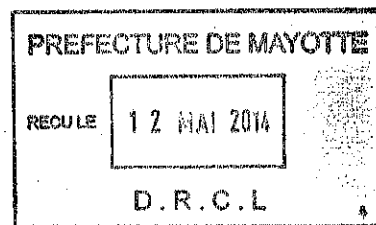
Conseiller général représenté : (1)

M. Saïd SALIME a donné pouvoir à **M.** Issoufi HAMADA

Conseillers généraux absents : (2)

M. Ali MOUSSA,

M. Jacques Martial HENRY,



Le Président ayant constaté que le quorum est atteint

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n°299/2011/CG du 03 avril 2011 nommant Monsieur Daniel ZAÏDANI, Président du Conseil général de Mayotte,

Vu la délibération n°304/2013/CG du 22 avril 2011 relative à la délégation du conseil général donnée à sa commission permanente,

Vu le rapport n°2014-001514 de Monsieur le Président du Conseil Général de Mayotte,

Vu l'avis de la commission culture, jeunesse et sports en date du 25 avril 2014,

Après en avoir délibéré à l'unanimité des présents et des représentés,

DECIDE

Article 1 : d'attribuer une subvention de **200.500,00€** aux diverses structures culturelles selon le tableau joint en annexe.

Article 2 : d'imputer cette dépense sur le chapitre 65 33 6574 du budget du département de Mayotte

Article 3 : d'autoriser le Président du Conseil Général à signer les documents nécessaires à la mise en œuvre de cette délibération.

Pour extrait certifié conforme
Le Président du Conseil Général

Daniel ZAÏDANI

Subventions attribuées à diverses structures culturelles

	Associations	Objet projet	Budget prévision	Montant demandé	Montant proposé
1	Femmes de la Lune de Chiconi	Tournée en Métropole	15.300,00€	4.000,00 €	4.000,00 €
2	Parent d'élèves d'Acoua	Lutte contre la violence scolaire et animations culturelles	9.501,00 €	7.000, 00€	6.500,00 €
3	Madadi Li Kadri Pamandzi	Sauvegarde et diffusion du Mulidi (association choisie pour la préfiguration du musée : animation du musée de Mayotte)	15.000,00€	5.000,00 €	5.000,00 €
4	Mayotte Nature Environnement de Dapani	Valoriser le patrimoine historique	86.506,00€	21.600,0€	5.000,00 €
5	Musique Océan Indien	Participation au Prix Musik Océan Indien pour 2014 : convention pluriannuelle	180.000,0€	15.000,0 €	15.000,00 €
6	SOMAPRESSE	Trophée mahorais de l'entreprise, organisation d'un évènement (convention pluriannuelle)	29.650,00€	5.700,0 €	3.000,00 €
7	Milatsika	Festival Milatsika 2014	156.460,0€	55.000,0€	50.000,00 €
8	Riadhu Lidjanati	Sauvegarde et diffusion de debaa, animations territoriales	9.556,00 €	3.000,00 €	3.000,00 €
9	Fikira Unity et MOI	Projet de tournée 2014 en Métropole et dans l'Océan Indien, aide à la continuité territoriale et au transport des artistes mahorais hors du territoire	44.000,00€	35.000,0€	10.000,00 €
10	Hip-Hop Evolution	Danses urbaines, développement du spectacle vivant	232.575,0€	50.000,0€	30.000,00 €
11	Anciens Combattants	Commémoration du centenaire de la guerre 14-18	145.818,0€	19.000,0€	10.000,00 €
12	Musiques à Mayotte	Tambours croisés (concert)	100.000,0€	4.000,00 €	4.000,00 €
13	ZANGOMA	Festival d'Arts Contemporains des Comores	57.400,0€	40.000,0€	10.000,00 €
14	Ari Art	Développement du théâtre professionnel	84.000,00€	30.000,0€	25.000,00 €
15	Ballet de Mayotte	Développement de la danse contemporaine	113.000,0€	50.000,0€	20.000,00 €
TOTAL				344.300,0€	200.500,0€